

# GREVE ET MANIFESTATION POUR

Solidaires



# NOS SALAIRES LE 27 JANVIER



## NOUS EXIGEONS

- ⇒ L'augmentation de nos salaires
- ⇒ L'embauche massive de personnels pour la recherche et l'éducation.
- ⇒ Le retrait de la Loi de Programmation de la Recherche et celle de l'assurance chômage

### Seule la lutte paie

- ⇒ La mobilisation massive pour le Grand Equipement Documentaire (GED) du Campus Condorcet a permis l'obtention de 40 postes supplémentaires.
- ⇒ Le 13 janvier, la greve enseignante massive a contraint Blanquer à annoncer des embauches
- ⇒ Suite aux mouvements étudiants et enseignants contre la LPPR, des promesses ont été faites, 30% d'augmentation de salaire pour les doctorant.e.s d'ici 2023... Déjà repoussées à 2025. On ne veut pas les miettes, on veut le gâteau !

## L'ARGENT EXISTE

- ⇒ AIDES PUBLIQUES : 500 milliards offerts depuis mars 2020 aux grandes entreprises qui ont surtout servi à enrichir les actionnaires et licencier
- ⇒ ALLEGEMENTS FISCAUX ET SOCIAUX : 130 milliards d'exonération de cotisations sécurité sociale sur 6 ans ce qui représente l'équivalent du "trou" de la sécu
- ⇒ VERSEMENTS AUX ACTIONNAIRES: 57 milliards de janvier à juin 2021, c'est 30% de plus qu'en 2019. En 6 ans, plus de 55000 emplois ont été supprimés dans les 6 grands groupes qui ont versé le plus aux actionnaires.



### A QUI PROFITE LA CRISE ?

La crise c'est 300 milliards pour les 500 fortunes françaises qui détiennent désormais, près de la moitié de la richesse du pays, contre 6% il y a 20 ans

## **PAS DES PRIMES À LA TÊTE DU CLIENT : AUGMENTATION DES SALAIRES !**

La France est un des pays d'Europe qui rémunère le moins bien ses personnels de recherche et d'enseignement supérieur (ESR). Au lieu de revaloriser nos salaires, d'abolir les injustices et inégalités, le gouvernement ne concède de maigres augmentations qu'au prix de toujours plus de concurrence entre collègues<sup>1</sup> : les primes de toutes sortes viennent « récompenser » les bons élèves, laissant la part congrue au plus grand nombre. Plutôt que de pourvoir les postes indispensables, on nous laisse espérer quelques carottes si nous ne comptons pas nos heures, peu importe notre épuisement.

## **PLUS DE FRIC POUR L'ESR, MOINS POUR LES ACTIONNAIRES !**

Toujours moins de profs alors que les amphis se remplissent, toujours moins de chercheurs et chercheuses alors que les réponses aux appels à projet représentent toujours plus de temps, toujours moins de financements récurrents et toujours plus de collègues précaires : les leçons de l'abandon forcé des études sur les SARS-COV ne pèse rien face à l'idéologie du marché de la connaissance.

## **STOP LA PRÉCARITÉ ET LA CONCURRENCE !**

Avec la Loi Programmation de la Recherche, (LPR) le gouvernement précarise encore plus un métier sous tension. Notre ministre a osé prétendre que les contrats à durée déterminés de recherche nous offriraient un statut pérenne. En réalité, « CDI de projet » et « CDI de missions scientifiques » correspondent à une recherche qui devrait se faire à la carte, au détriment de nos conditions de travail... et de nos travaux<sup>2</sup>. Quelques un-es, choisi-e-s parmi une « élite » définie a priori se verront proposer une « chaire de professeur-e junior », les autres, tous métiers confondus, devront tenter de tenir de contrat en contrat. Non, la recherche n'est plus depuis longtemps l'affaire de quelques « génies », c'est un travail collectif, collaboratif. Sélectionner des individus, dresser chacun-e à écraser les autres, c'est uniquement un moyen efficace de casser durablement l'outil de la recherche publique<sup>3</sup>.

## **PERMANENTS DU NON, LE TRAVAIL, ÇA SE PAYE... ET À TEMPS !**

Une part trop importante des enseignant-es, ou du personnel de construction des « grandes expériences » sont des vacataires payé-es à l'heure. Trop souvent doctorant-es sans salaire, ou technicien-ne-s sans emploi, contraint-es de faire des vacations d'enseignement ou de fabrication pour rester au contact en espérant le graal d'un poste qui se libérerait, ils et elles voient parfois leur maigre rémunération (moins que le SMIC) n'arriver sur leur compte en banque qu'avec des mois de retard. Et que dire des agent-e-s « de catégorie C », condamnés à rester toute leur « carrière » à des niveaux de rémunération au ras du SMIC, primes incluses !

## **POUR UNE UNIVERSITÉ OUVERTE ET GRATUITE**

Nouvelle attaque contre l'émancipation sociale, le jeudi 13 janvier Macron a annoncé la fin de la gratuité de l'université. Alors que les étudiant-es font la queue devant l'aide alimentaire, le Président prévoit l'augmentation générale des frais d'inscription ! Avec cette réforme « systémique » l'enseignement supérieur pourra devenir un marché juteux, permettra même dans le cadre d'établissements publics expérimentaux de filtrer encore plus les étudiant-e-s selon leur origine sociale. Aux plus riches les meilleurs emplois, les meilleures formations. Chaque jour, un peu plus, le gouvernement creuse le fossé économique et social entre les quelques pourcents de privilégiés, et la large majorité de la population. La recherche, l'éducation, doivent redevenir des biens communs, comme l'hôpital.

**RECHERCHE ET UNIVERSITÉ DOIVENT RESTER PUBLIQUES,  
ET SERVIR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL !**

**LE PERSONNEL DOIT ÊTRE TRAITÉ ET RÉMUNÉRÉ DIGNEMENT !**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE JEUDI 27 JANVIER**

<sup>1</sup> Voir notre article sur la mise en place du Ripec : <https://www.sudrecherche.org/SPIPprod/spip.php?article3657>

<sup>2</sup> Voir notre article sur la précarisation de la recherche : <https://www.sudrecherche.org/SPIPprod/spip.php?article3641>

<sup>3</sup> Voir notre article sur les chaires : <https://www.sudrecherche.org/SPIPprod/spip.php?article3704>